

## Urgence démocratique en Italie

17 janvier 2022

Bonjour, je m'appelle Matteo Gracis et je suis un journaliste indépendant.

Je souhaite dénoncer la grave situation qui pèse actuellement sur l'Italie. La démocratie de notre pays a été mise à mal et beaucoup d'entre nous craignons qu'elle ne soit plus rétablie, au nom d'un état d'urgence sans fin et discutable.

En février 2021, Mario Draghi a pris la tête du gouvernement. Cet économiste et banquier, ex-membre de la Goldman Sachs, ex-Président de la BCE (Banque centrale européenne) et membre actuel du Groupe des Trente, est aussi l'un des principaux responsables de l'effondrement économique et social de la Grèce en 2015.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Draghi a déjà utilisé 35 fois le vote de confiance, un outil qui permet à la majorité d'approuver des lois et des décrets en supprimant de fait les fonctions du Parlement. La confiance empêche en effet toute discussion et modification des textes présentés dans l'hémicycle par l'exécutif.

L'opposition – déjà presque inexistante – n'a désormais plus aucun sens d'exister, tout comme les opinions au sein des différentes formations : nous sommes face à un seul et unique grand parti qui gouverne l'Italie en ignorant complètement les souhaits et besoins des citoyens italiens.

Les minorités, que la démocratie doit toujours respecter et protéger, sont aujourd'hui littéralement persécutées en Italie. Les articles de la Constitution italienne que ce gouvernement viole ouvertement sont en effet nombreux : de l'article 4 qui reconnaît le droit au travail à tous les citoyens, à l'article 13 qui déclare que la liberté personnelle est inviolable. Ou encore l'article 21 qui défend la liberté d'expression et de pensée ou l'article 24 qui stipule que chacun peut engager des poursuites pour protéger ses propres droits. Le droit de manifester a même été mis à mal et limité.

Il n'y a plus aucune place dans ce pays pour ceux qui ne s'alignent pas sur les directives des autorités. C'est une caractéristique typique des régimes dictatoriaux, certainement pas des démocraties modernes.

Les conférences de presse tenues par le Président du conseil Mario Draghi sont remplies de fake news et de mensonges : parmi les plus célèbres, la déclaration du « si vous ne vous vaccinez pas, vous tombez malade et mourez » faite en juillet dernier ou bien celle qui promettait aux Italiens un retour rapide à la « normale » grâce au pass sanitaire ainsi que la garantie donnée aux vaccinés en octobre 2021 de ne pas contaminer ni d'être contaminé. Des déclarations que personne ne se risque ni à démentir ni à corriger. Même les rares questions anodines posées par les journalistes ne trouvent pas de réponse.

En attendant, le gouvernement en question soumet et approuve des lois en faveur d'un petit nombre et au détriment de la collectivité, comme l'abolition du plafond des grands salaires des responsables politiques ou la privatisation de l'eau (cette dernière a même été intégrée à un amendement nocturne, annulant ainsi tout débat avec les autorités locales).

L'Italie, depuis mars 2020, est l'un des pays au monde ayant subi le plus de restrictions des libertés personnelles pour faire face au Covid-19. Parallèlement, 90,57 % de la population de plus de 12 ans a reçu au moins une dose de vaccin ou s'est rétablie depuis au moins 6 mois. Et donc « devrait être » (selon l'avis des autorités) immunisée. Malgré cela, le 15 décembre 2021 (date à laquelle les thérapies intensives des hôpitaux italiens étaient occupées à un taux de 9,48 % selon les données officielles), le gouvernement a de nouveau prolongé l'état d'urgence jusqu'au 31 mars 2022. Il a aussi introduit le pass vaccinal, un laissez-passer

nécessaire pour travailler, emprunter les transports en commun, aller au restaurant ou pratiquer des sports de compétition, en rendant de fait obligatoire (mais en rejetant toute responsabilité quant à d'éventuels effets secondaires) un traitement médical encore en phase expérimentale et, au vu des données officielles, à l'efficacité douteuse. Un outil discriminatoire pour des millions de citoyens italiens.

Bien que les institutions n'aient cessé de souligner que tout cela avait été mis en place pour faire face à l'urgence sanitaire causée par l'arrivée du Sars-Cov-2, ces 24 derniers mois, il y a eu de nouvelles coupes dans la santé publique. Les soins à domicile n'ont pas non plus été pris en compte, alors qu'ils auraient pu contribuer à soulager la pression sur les milieux hospitaliers. Au contraire, les soins ont même été entravés et la santé publique a fait l'objet de coupes budgétaires supplémentaires.

Au milieu de tout ça, le journalisme est mort en Italie et s'est transformé en pure propagande. Les médias se limitent à rapporter les déclarations du gouvernement : ils sont devenus son bureau de presse, ne font plus d'enquêtes et ne posent plus aucune question qui dérange. Il n'y a plus de confrontation ni de débat et les critiques des opposants n'ont plus aucun espace d'expression. Imaginez à quel point la perception de la réalité par les citoyens peut être déformée. S'il fait beau dehors mais que la télé dit qu'il pleut, tout le monde sort en ouvrant son parapluie. C'est ce qui arrive depuis 2 ans. Les subventions publiques destinées à l'édition ont augmenté et des fonds spéciaux ont même été alloués pour divulguer les communications des institutions.

Pour tenter d'endiguer ce fléau, au printemps dernier, avec certains collègues et collaborateurs, nous avons créé un nouveau journal en ligne, « L'Indipendente », sans publicité d'aucune sorte ni liens avec des partis politiques. Selon nous, il s'agit de la seule façon d'offrir une information impartiale et sans conflits d'intérêts. Pour avoir des nouvelles fiables et des mises à jour sur la situation en Italie, je vous invite donc à vous rendre sur [www.lindipendente.online](http://www.lindipendente.online).

Aujourd'hui, la véritable urgence en Italie n'est pas sanitaire mais politique, car nous nous éloignons toujours plus de la vraie démocratie en nous rapprochant d'une « dictature éduquée ». Et bientôt, l'urgence sera aussi économique et sociale : notre pays est au bord du gouffre, et bientôt, des centaines de milliers de PME devront mettre la clé sous la porte et les inégalités sociales seront toujours plus criantes.

Le Président de la République, Sergio Mattarella, qui devrait être le garant de la Constitution, soutient au contraire tous les délires du gouvernement et a récemment déclaré, alors qu'il approche de la fin de son mandat, qu'il laissait « un pays uni », alors que l'Italie n'a peut-être jamais été aussi divisée qu'en ce moment.

La faute et la responsabilité de tout cela ne peuvent être attribuées à un virus ou à une pandémie mais à sa gestion et dans notre cas, au gouvernement de Conte, au gouvernement de Draghi et à tous ses ministres.

Nous résisterons et nous nous battons pour nos droits et notre pays.  
Merci pour votre attention,

*Matteo Gracis*  
[www.matteograncis.it](http://www.matteograncis.it)